

Bretagne / Finistère

André Sergent : « Nous vivons une mutation »

Le président de la chambre d'agriculture du Finistère parle de la robotisation croissante des exploitations, des prix, des crises agricoles et des rapports avec la grande distribution.

Entretien

Tous les mois, des exploitants de 40 ans ou 50 ans quittent leur ferme. Pourtant, vous restez optimiste pour le monde agricole et agroalimentaire, alors que la crise dure depuis longtemps ?

Nous sommes dans une mutation, un changement profond comme quand on est passé du cheval au tracteur. Aujourd'hui, ce que je trouve dur, c'est que nous avons des agriculteurs qui travaillent bien, mais qui n'y arrivent plus financièrement, moralement, et qui arrêtent. Pourtant, nous n'avons jamais vu autant d'investissements dans le monde agricole.

Peut-on dire que la mutation d'aujourd'hui c'est la robotisation ?

La main-d'œuvre devient rare et chère. Dans le numérique et la robotique, l'agriculture est l'un des secteurs les plus avancés. Et nous n'en sommes qu'au début. Ceux qui feront demain de la production agricole en volume devront fortement robotiser leurs installations. C'est une transformation du travail. La main-d'œuvre est plus formée. Nous avons un climat formidable pour l'agriculture et une terre abordable, mais qu'il faut préserver de l'urbanisation.

Nous vivons quand même des modèles agricoles qui s'opposent ?

Il vaut mieux éviter d'opposer des agricultures qui peuvent vivre sur un même territoire. Tout est faisable. Nous avons besoin de beaucoup de cochons et de poulets pour faire fonctionner notre industrie agroalimentaire et des marchés nouveaux à l'exportation. Et nous avons besoin de plus de contact avec nos concitoyens et les consommateurs : **il faut une agriculture de proximité.**



André Sergent, président de la chambre d'agriculture du Finistère : « C'est la grande distribution qui impose son tarif. »

De gros investissements ? Mais tout le monde n'a pas de trésorerie pour cela, ou l'oreille du banquier...

Celui qui souhaite rester dans une agriculture productive pour rester sur les marchés agricoles, il faudra qu'il investisse d'abord dans ses conditions de travail. Nos jeunes aspirent à autre chose. Nous devons les entendre.

Qui dit investissements, dit prix ?

Ce n'est pas un petit président de chambre d'agriculture qui va les fixer. Nous sommes sur des marchés. À l'exemple du lait. La matière première doit trouver son prix. On peut discuter sur le système des quotas, mais ils ne sont plus là depuis 2014.

Aujourd'hui, le cours du porc est à 1,49 €/kg : l'éleveur gagne de l'argent. Mais un éleveur laitier ne peut gagner sa vie avec un

prix du lait qui a été en dessous de 300 € les 1 000 litres en 2016...

Il faut arrêter de penser que nous devons demander un prix du lait à 450 € la tonne, comme disent certains ! C'est un discours populiste qui mène dans le mur. En production, nous sommes très bien armés face à nos concurrents européens. Par contre, dans le lait, nous avons un problème d'organisation. On est resté sur des schémas de quotas ou d'avant quotas. **Aujourd'hui, c'est la grande distribution qui est forte face à la production : elle impose son tarif.**

La grande distribution se défend d'être le grand méchant loup...

La réalité est différente. Prenons l'exemple du cochon. Le problème d'un industriel comme Hénaff, qui veut bien nous payer 1,50 € le kilo, c'est qu'il n'arrive pas à répercuter ce prix sur la grande distribution.

C'est bloqué. La grande distribution n'entend pas que lorsque le cochon passe de 1,10 € à 1,50 €, il y a quelque chose qui change.

On nous dit que ça va mal chez Doux : combien de temps ça va durer ?

Ça ne peut pas durer. J'ai parlé avec le président de Terrena, Hubert Gaud. La filière volaille est de celle qui a le plus de développement à venir. Mais, pour Doux, le problème c'est le marché, qui est catastrophique : 1 300 dollars la tonne négociée en début d'année, comparé à 2 800 € en 2015, pour l'export Moyen-Orient. Ils sont pris à la gorge, même si ça remonte aujourd'hui. Par contre, Terrena a une stratégie. Il s'agit de transformer les outils de Doux et le modèle de production qui ne peut être totalement tourné vers l'exportation. Il y a un marché en France où nous augmentons les importations de volailles ! Le président de Terrena m'a dit qu'ils allaient investir dans les outils à Languidic et à Châteaulin.

Il y a deux ans, vous avez été confronté, vous, chambre d'agriculture, à un mouvement agricole dur, qui s'est terminé par un épandage de fumier sur vos bâtiments à Quimper. Est-ce oublié ? C'est du passé ?

Pour moi, ça n'est pas oublié. Mais la détresse existe dans nos campagnes. Ce mouvement est caractéristique d'une incompréhension de nos organisations agricoles. S'il y avait des éléments pour nous accabler, pourquoi pas ? Mais ça n'était pas le cas. Ce n'est pas une chambre d'agriculture qui fait les marchés. Sur la méthode, ça ne le fait pas.

Recueilli par
Christian GOUEROU.